

ARESER INFO
*Association de réflexion sur les enseignements
supérieurs et la recherche*
LETTRE D'INFORMATION N°9
MARS 2004

ÉDITORIAL

POURBOIRE COMPRIS, RECHERCHE NON COMPRIS

Nous sommes rassurés... Le chef du gouvernement avait évoqué l'idée de vendre notre or pour aider la recherche. Tous les chercheurs en économie auraient été révoltés par cette atteinte aux fondamentaux de l'offre et de la demande. A l'évidence, plus la France (et l'Allemagne aussi, l'idée venait de là) aurait vider sa cassette, moins la recherche n'en aurait vu la couleur par la loi d'effondrement des cours. Mieux vaut attendre que les mirifiques idées du ministre de la recherche produisent leurs fruits. Touchés par la grâce intellectuelle, les industriels mécènes vont élever des palais aux sciences, embaucher des jeunes chercheurs à tour de bras, apposer des plaques de marbre à leur nom sur les rutilantes machines achetées pour de subtiles expériences... Faisons un rêve. Il en est qui, eux, ne rêvent pas et qui n'ont pas besoin d'attendre la montée du cours de l'or et l'illumination des businessmen par la raison scientifique. Le service public attendra, le pourboire des cafetiers et hôteliers, lui, est déjà sur la table : 1,5 milliard d'euros, une misère, c'est exactement ce que le rapport Fauroux demandait pour mettre à niveau les universités en 1996. Nous ne sommes qu'en 2004. Nul doute qu'aux prochains Jeux Olympiques (ceux de Paris ?) de 2012, à la fin second quinquennat de Jacques Chirac, l'ardoise sera encore plus salée. Nous sommes rassurés : l'Ecole supérieure de commerce de Paris a appris à son ancien élève la bonne arithmétique, celle des électeurs... C'est le moment d'acheter des actions du café Jacques Vabre.

C. Charle

DIAGNOSTICS ET REMÈDES

Lors de l'assemblée générale de l'ARESER, trois exposés ont évoqué la situation des universités face aux réformes en cours ou annoncées.

- Bernard Lacroix : L'abandon de la politique universitaire au profit des institutions européennes.
- Frédéric Neyrat : le LMD et l'évolution du travail des enseignants-chercheurs.
- Charles Soulié : Les disciplines et le LMD effets contrastés.

- Nous donnons ci-après le texte de ce dernier.

Les disciplines et le L.M.D, effets contrastés : le cas de l'Université de Paris 8
Charles Soulié (charles.soulie@wanadoo.fr)

Dans les universités françaises, les résistances à l'application du L.M.D ont concerné plus spécialement certains établissements, comme certaines disciplines. Les universités les plus en pointe ont d'abord été celle de Toulouse, puis de Rennes, Limoges, Perpignan, Villetaneuse. Soit des universités provinciales, ou de la banlieue parisienne, alors que les universités de Paris intra muros n'ont quasiment pas bougé. Concernant les disciplines, la médecine, les sciences, le droit comme les sciences économiques, sont largement restés en dehors du mouvement, les lettres étant à nouveau les seules à s'être un peu mobilisées. Ce caractère très circonscrit de la mobilisation incite à s'interroger sur les effets contrastés de l'application de la réforme selon les établissements, disciplines.

De la logique des disciplines à celle des établissements

Concernant le niveau établissement il semble qu'à l'inverse des petites universités, les universités dominantes (comme d'ailleurs les disciplines dominantes dans chaque établissement) ont le sentiment de ne pas perdre grand chose à entrer dans la logique libérale du L.M.D. Excellentes elles sont, excellentes elles resteront. Bref, la logique individualiste et concurrentielle, censée être l'expression la plus authentique de "l'autonomie" des établissements, joue à plein. Ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le modèle des écoles de commerce, avec leur politique d'image agressive. D'où d'ailleurs le faible impact des discours ministériels relatifs à la "mutualisation" des enseignements, ou aux "synergies" indispensables entre établissements voisins, destinés à rationaliser "l'offre de formation", notamment pour des questions de coût. Ainsi en région parisienne par exemple, il ne semble pas que ce discours incantatoire ait eu des effets notables. Au demeurant, il serait intéressant ici de mieux savoir ce qui se passe au niveau de la C.P.U qui, avec ses motions très réactives et votées "à l'unanimité" (des présents semble-t-il), ne paraît guère avoir un fonctionnement très démocratique. En fait, il paraît évident ici que la voix du président de Paris 1, ou de celle d'un directeur de grande école, y a plus de poids que celle du président de l'université de Brest, ou d'Evry...

En fait, le monde académique est à la fois extrêmement segmenté et hiérarchisé, et ce simultanément selon différentes dimensions. Cette complexité favorise notamment le développement de toutes les formes de double jeu, fausses consciences, mauvaises foi, etc., permettant à chacun d'y trouver subjectivement sa place. A côté du renouvellement démographique important du corps enseignant en cours, elle permet aussi de comprendre l'extrême faiblesse des réactions du monde académique aux réformes actuelles. D'où ce sentiment diffus d'une perte du moral généralisée, les universitaires n'ayant, collectivement, plus grand chose à opposer aux tendances en cours. Ce qui ne manque pas d'ailleurs de choquer certains "nouveaux entrants", pris

encore dans une forme d'*illusio* spécifique, et qui découvrent peu à peu la faible part accordée aux considérations, tant pédagogiques que scientifiques, dans les réformes actuelles.

Toujours concernant le rapport entre le niveau établissement et le niveau discipline, il apparaît que les réformes en cours visent à promouvoir la logique d'établissement au détriment de la logique des disciplines, comme principe structurant de l'univers académique. D'où d'ailleurs le caractère très fonctionnel de certains discours sur "l'interdisciplinarité", plus particulièrement dans les disciplines les plus dominées¹. D'où ce sentiment croissant d'une perte de contrôle ou d'une désappropriation, tant pédagogique qu'épistémologique, des formations délivrées que peuvent ressentir certains universitaires, sentiment particulièrement vif au niveau des diplômés professionnels, de plus en plus structurés autour d'objets et non plus en fonction de logiques disciplinaires généralistes. L'intérêt croissant des étudiants pour les filières, ou les disciplines, perçues comme les plus professionnalisantes participe sans doute de ce mouvement. Ici, je pense notamment au formidable développement des études de gestion dans les universités depuis la fin des années 1960, l'effectif des enseignants en gestion ayant aujourd'hui quasiment rattrapé celui des enseignants en économie. Ce qui ne manque pas, d'ailleurs, de susciter de fortes tensions entre ces deux disciplines².

Le microcosme de Paris 8

Après le niveau établissement, passons maintenant au niveau discipline, sachant que séparer les deux est quelque peu arbitraire. Et, de fait, l'histoire à l'Université de Brest, ce n'est pas la même chose que l'histoire à Paris 1. En développant l'approche par discipline, il faudrait arriver à tenir compte simultanément des effets de champ régionaux, nationaux et internationaux. Concernant l'international, je pense notamment aux flux d'étudiants étrangers, particulièrement importants au niveau du 3^{ème} cycle, notamment en région parisienne.

Afin de fonder mon propos et d'éviter de parler de disciplines, objets que je ne connais guère, je parlerai ici du cas de Paris 8. Me fondant sur un travail rédigé antérieurement, je développerai une approche monographique portant essentiellement sur les disciplines de lettres et sciences humaines et qui, je l'espère, fera écho à ce que chacun observe chez lui. J'espère ainsi que ce travail nous permettra de sortir collectivement de l'enfermement idiosyncrasique dans lequel chacun se plaît à s'enfermer, en affirmant par exemple que son université, sa discipline, son département, son laboratoire, etc., sont bien évidemment extrêmement singuliers. Ce qui interdit alors toute montée en généralité et donc toute construction, tant scientifique que politique d'ailleurs, de l'objet en question.

A Paris 8, les différentes disciplines, formations, etc., ont le plus souvent réagi de manière individuelle et dispersée face au L.M.D. Et c'est dans une ambiance de sauve-qui-peut généralisé, en profitant des opportunités qui s'ouvrent ou, à défaut, en se réfugiant dans une forme d'attentisme résigné devant cette énième réforme universitaire, que les différentes composantes de l'université ont tenté de mettre sur

¹ Il ne s'agit pas ici de critiquer en soi l'inter, ou la pluridisciplinarité, qui nous semblent scientifiquement tout à fait justifiées, mais de souligner que celles-ci peuvent aussi servir de cache sexe (au besoin "post-moderne") à des formations, recherches intellectuellement peu rigoureuses.

²Fabienne Pavis, *Sociologie d'une discipline hétéronome. Le monde des formations en gestion entre universités et entreprises en France. Année 1960-1990*, Thèse de sociologie, Paris 1, 2003.

piéd de nouveaux cursus censés répondre aux injonctions du ministère. Le moins qu'on puisse dire est que Paris 8 n'a pas réagi de manière très cohérente et ordonnée et que cette réaction est déjà très en phase avec l'inspiration libérale de la réforme. D'où, au final, un projet d'établissement particulièrement incohérent et redondant, qui se contente d'empiler les desiderata de chacun et lors duquel beaucoup semblent s'être contentés de " repeindre la façade " comme on dit. Il est symptomatique d'ailleurs que cet engagement, plus ou moins brouillon, dans de nouvelles réformes se soit fait sans qu'aucun bilan, ou évaluation, un tant soit peu objectif, de l'activité tant pédagogique que scientifique de l'université n'ait été préalablement produit. En fait, la chose paraît très générale.

Avant d'entrer dans le détail des réactions de chaque discipline, il semble opportun de rapporter ici quelques éléments de contextualisation. En effet, à l'origine, Paris 8 s'est construite en rupture avec le modèle de l'université de lettres traditionnelle, principalement orientée vers la production d'enseignants du secondaire, comme du supérieur. D'où la fortune des disciplines modernes et pluridisciplinaires, et/ou plus ou moins orientées vers des métiers, professions, objets guère pris en compte par les universités de lettres traditionnelles³. Je pense notamment aux métiers de l'art, de la communication, mais aussi de l'informatique, de la gestion, du commerce, du travail social, de l'aménagement, de l'urbanisme, etc. D'où à l'inverse le déclassement relatif des disciplines traditionnelles qui, pour certaines, ont parfois eu le sentiment d'avoir été instrumentalisées en tant que pourvoyeuses initiales de légitimité intellectuelle, et dont le rôle, ainsi que le poids démographique d'ailleurs, tendent insensiblement à décroître au sein de l'université, au fur et à mesure de sa massification/diversification. De ce point de vue, Paris 8 est peut être à la pointe des évolutions contemporaines.

Un rapport différencié au national

Le rapport aux concours, à la fonction publique, bref au national, distingue assez nettement les disciplines. Il est important de le souligner, car le L.M.D. peut aussi être analysé comme une vaste entreprise de dénationalisation, par les universitaires eux-mêmes, de leur formation. Cette dénationalisation va de pair avec la montée de la logique d'établissement et la perte d'influence des disciplines. Au passage, on signalera que la pluridisciplinarité projetée des *masters* ne s'accorde guère avec la logique monodisciplinaire des concours de recrutement du secondaire. C'est là l'un des points les plus obscurs de la réforme, les disciplines les plus puissantes, ou les mieux installées dans chaque université, étant les plus à même pour bâtir des *masters* monodisciplinaires, ou forcer les autres à s'intégrer (avec leurs étudiants notamment...) à titre de disciplines d'appoint dans des formations gérées par elles. D'où d'ailleurs la disparition de certaines " petites disciplines ". De même, on ne sait toujours pas si les *masters* préparant à ces concours seront considérés comme des *masters* professionnalisants. Et, de fait, ceux-ci prépareront bien à une " profession ", même si le ministère, - pour des raisons très idéologiques- , ne veut pas entendre parler de ces professions, sans doute parce qu'elles sont principalement orientées vers le secteur public.

Alors il est clair qu'à Paris 8 le rapport, et donc l'intérêt au " national ", mais aussi au service public, etc., est extrêmement différencié selon les disciplines et leur

³ A ce titre, on peut penser aussi au rôle important joué par les disciplines de langues (anglais, civilisation américaine...) dans la création de Vincennes, disciplines fondamentalement pluri- ou inter-disciplinaires et susceptibles d'applications pratiques (L.E.A).

public. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les disciplines d'enseignement pour lesquelles les concours (nationaux) de recrutement de l'enseignement jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des cursus, comme des *habitus* disciplinaires, (philosophie, histoire, lettres modernes, géographie, langues etc.), - mais on pourrait aussi penser au cas du droit avec les concours de la fonction publique -, et les disciplines nouvelles, ou pluridisciplinaires (arts, communication, informatique, L.E.A, A.E.S., et dans une moindre mesure psychologie, sociologie et sciences de l'éducation), dont certaines pensent d'ailleurs pouvoir tirer leur épingle du jeu à l'heure du L.M.D., et dont les débouchés professionnels sont aussi plus orientés vers le secteur privé.

C'est le cas plus particulièrement des arts qui, dit-on, constitueraient le principal "pôle d'excellence" de Paris 8, et dont le recrutement social d'ailleurs est nettement plus élevé que celui des autres disciplines. En effet, on y trouve très peu d'enfants du 93 et beaucoup plus de parisiens qu'ailleurs. En fait, l'entrée par les étudiants permet de comprendre beaucoup de chose. Ainsi, et toujours concernant le rapport au national, il est intéressant de rappeler que Paris 8 est l'université française comptant la plus forte proportion d'étudiants étrangers (près de 30 %). Et l'on peut penser que la forte proportion d'étudiants étrangers facilite ce "découplage" par rapport au "national". Ce phénomène vaut d'ailleurs, mais à des degrés divers en fonction du public concerné, selon les disciplines ou formations considérées. En fait, les différences de profil social et scolaire des étudiants, mais aussi leur répartition différenciée par cycle selon les disciplines, ainsi que les différences dans leurs objectifs tant académiques que professionnels, expliquent en grande partie les stratégies développées par chacune à l'heure du L.M.D. Car chacune tend à travailler avec des segments particuliers de la population étudiante, ainsi que sur certains segments de formation. Au demeurant, cette logique de spécialisation apparaît aussi quand on compare le recrutement, ainsi que le positionnement, des universités parisiennes entre elles, les universités de la périphérie se retrouvant alors dans une position relativement homologue de celle des petites universités de province. D'où l'importance du niveau régional dans le cas de Paris 8.

En effet dans le cadre parisien, la mise en concurrence des disciplines risque d'être fatale pour certaines, et notamment pour les disciplines canoniques et les langues déjà fortement représentées dans les universités parisiennes *intra muros* et qui, à Paris 8, risquent fort d'être réduites à de simples collèges universitaires débouchant, au mieux, sur les concours de recrutement de l'enseignement, ou à de simples départements de service fournissant un enseignement généraliste, de premier cycle ou d'appoint aux autres disciplines, les tâches les plus nobles, en l'occurrence la recherche, étant essentiellement concentrées à Paris et dans quelques "pôles d'excellence" régionaux. Notamment les langues, à Paris 8, sont menacées d'implosion et une bonne part est déjà "professionnalisée", via la filière L.E.A. A cette division accrue du travail universitaire entre établissements, correspondra une division, ségrégation accrue du public étudiant, français comme étranger d'ailleurs, en fonction de ses qualités sociales et scolaires. Toutefois, les variations sont grandes entre disciplines canoniques, notamment en fonction de leur histoire spécifique à Paris 8. Et c'est ce qui explique qu'elles soient inégalement concernées par le danger de relégation au niveau du "L".

Le positionnement des disciplines canoniques et des arts

En effet, si l'on compare par exemple la philosophie, l'histoire et les lettres modernes, on observe qu'en raison de ses choix politiques et scientifiques initiaux, la philosophie a rompu très tôt, et de manière très vigoureuse, avec la logique des

concours de recrutement de l'enseignement secondaire et l'orthodoxie disciplinaire dont ils sont les plus puissants vecteurs. Ce qui a contribué à marginaliser le département de philosophie de Paris 8, nettement dominé au plan de la reproduction du corps enseignant par les départements de philosophie de Paris *intra muros* ou celui de Nanterre. Afin de trouver un public, celui-ci s'est déjà tourné vers d'autres disciplines de Paris 8, en offrant notamment des enseignements d'esthétique aux étudiants d'arts. De même, ce département a largement ouvert son 3^{ème} cycle et accueille nombre d'étudiants étrangers, initialement attirés par la notoriété de son corps enseignant. Ainsi en 2001/2002, on comptait 116 inscrits en D.E.U.G. de philosophie (dont 21,5 % d'étrangers), contre 142 en doctorat (dont 63,3% d'étrangers). Le département de philosophie compte donc plus de doctorants que d'étudiants en D.E.U.G, et ce ne sont manifestement pas les mêmes étudiants. Bref, son régime démographique est très particulier⁴.

L'autre discipline canonique intéressante dans cette comparaison est les lettres modernes, qui occupe une position médiane entre la philosophie et l'histoire. En 2001/2002, les lettres modernes comptaient 186 étudiants en D.E.U.G. (dont 26,9 % d'étrangers) et 219 en doctorat (dont 68 % d'étrangers, nombre d'entre eux étant originaires d'Asie et entrés à Paris 8 au niveau du D.E.A.). Par comparaison le département d'histoire, qui s'efforce toujours de préparer ses étudiants aux concours de l'enseignement secondaire et qui a un public scolairement relativement sélectionné, a une répartition par cycles beaucoup plus classique. Ainsi en 2001/2002, il comptait 387 inscrits en D.E.U.G. (dont 5,9 % d'étrangers) et 45 en doctorat (dont 6,6 % d'étrangers). D'où la crainte très vive de ce département de se transformer, à terme, en discipline de 1^{er} cycle, en raison notamment de la concurrence des département d'histoire de Paris *intra muros* (Paris 1 et Paris 4).

L'histoire, comme les études littéraires d'ailleurs, ont des extensions possibles dans d'autres disciplines, et notamment en langues, où les enseignants se divisent en civilisationnistes, spécialistes de la littérature, etc. D'où leur capacité fédérative, ou impérialiste c'est selon, autour de *masters* spécifiques. Ce qui traduit des rapports de légitimité entre disciplines, à l'origine de la captation de flux d'étudiants. Mais la légitimité symbolique ne fait pas tout dans cet univers et l'on notera que le fait d'être plus "gros" (numériquement) est aussi un avantage considérable dans les recompositions actuelles.

La division du travail, tant pédagogique que scientifique, n'est donc pas la même selon les disciplines, certaines tablant notamment sur un afflux d'étudiants étrangers relativement conséquent en 3^{ème} cycle pour pallier aux faiblesses démographiques de leur 1^{er} cycle et exister alors sur la carte universitaire parisienne en se construisant notamment une petite niche, et en abandonnant alors l'accueil des premiers cycles, et notamment de ceux qu'il est convenu d'appeler les "nouveaux étudiants", à d'autres.

Le cas des arts, qui rassemblent à eux seuls près d'un quart des étudiants "en présentiel" de Paris 8 et qui ont vu leur poids démographique (et politique) respectif augmenter notablement depuis dix ans au sein de l'université, est encore différent. En effet, le 1^{er} cycle y tient numériquement une place importante, tandis que les concours de recrutement du secondaire (C.A.P.E.S. et agrégation d'arts plastiques) jouent aussi un certain rôle. Mais ce qui distingue les arts est qu'ils ont dès le premier cycle un recrutement social nettement plus élevé, et parisien, que l'ensemble de l'université, ce

⁴ L'ensemble des chiffres mobilisés ici vient de : Service statistique de Paris 8, *Données statistiques 2001/2002*.

qui traduit une certaine attractivité au niveau de la carte universitaire parisienne, et qu'ils sont exposés aussi à la concurrence des écoles d'arts professionnelles (dont la plupart, hormis le très " haut de gamme " scolaire - E.N.S.B.A, F.E.M.I.S, etc.- sont payantes). En fait pour nombre d'étudiants des D.E.U.G. d'arts, Paris 8 n'est qu'un passage, une passerelle, vers ce type de formation plus professionnalisante. D'où sans doute l'intérêt très vif que les arts ont manifesté pour le *master*.

En effet, celui ci peut alors être conçu comme un moyen de retenir leurs étudiants de D.E.U.G., ce qui pose ensuite la question des moyens financiers, matériels nécessaires pour créer des *masters* réellement professionnalisants dans ces disciplines (nous pensons notamment au cas du cinéma, qui nécessite des équipements particulièrement coûteux) et qui les pousse assez systématiquement dans une logique dérogatoire. Le cas des arts montre aussi (mais ce serait sans doute aussi le cas pour d'autres disciplines " modernes ") que la " professionnalisation " n'y a pas le même sens que dans les disciplines académiques traditionnelles, plus scolastiques dans leurs exigences, évaluations, comme leurs débouchés professionnels (enseignement). D'où l'existence parfois d'un discours anti scolaire, voire anti académique, paradoxal au sein du monde académique, mais assez caractéristique de la tradition pédagogique vincennoise, et qui remplit sans doute des fonctions sociales bien précises.

Les disciplines anciennement modernes

Enfin, si l'on s'intéresse aux cas de disciplines modernes, mais plutôt monodisciplinaires, comme la psychologie et la sociologie, on observe aussi des évolutions contrastées. En effet, la psychologie est, au point de vue des effectifs, l'une des " grosses " disciplines de Paris 8. Elle offre aussi une certaine attractivité, même si son recrutement est plus populaire que celui des arts. Mais ce qui distingue nettement cette discipline, c'est le rôle très structurant joué par ses quatre D.E.S.S., qui, en 2001/2002, rassemblaient 138 étudiants (contre 577 au premier cycle, 320 à la Licence et 296 à la Maîtrise, ce qui donne à cette discipline un profil démographique plutôt classique). En fait, le D.E.S.S. de psychologie, qui ouvre l'accès à la profession de psychologue, est le débouché modal des études de psychologie et l'on observe que, dès le D.E.U.G., la majorité des étudiants de psychologie pensent à ce niveau de sortie et ont déjà intériorisé son caractère très sélectif. De ce point de vue, il ne semble pas que la transformation des D.E.S.S. de psychologie en *masters* professionnalisants pose problème. D'où peut être la relative discrétion dont les psychologues ont fait preuve localement lors des débats relatifs au L.M.D.

Le cas de la sociologie est très différent car celle-ci n'a, par comparaison avec la psychologie, guère réussi sa professionnalisation. Et de fait, les débouchés professionnels de la sociologie, comme ceux de l'ethnologie, de la science politique, ou des sciences de l'éducation, sont nettement plus flous et dispersés. La structuration des cursus selon un certain type de débouché y joue donc moins fortement que dans les disciplines canoniques, ou en psychologie. L'étude des D.E.S.S. de sociologie existants, - qui se sont beaucoup développés en France depuis une dizaine d'années- , révèle que contrairement à ce qu'on observe en psychologie par exemple, ceux-ci accordent une place assez faible à la sociologie dans leurs maquettes d'enseignements, et qu'à l'inverse les disciplines camérales (gestion, droit, etc.) y passent au premier plan. D'où un recrutement étudiant beaucoup plus dispersé intellectuellement et disciplinairement qu'en psychologie, où la Maîtrise de psychologie est exigée à l'entrée du D.E.S.S. De même, l'équilibre entre étudiants en formation initiale et étudiants en formation

continue y est très différent. Ce qui rejaillit à la fois sur le style des épreuves et des exigences académiques (importance plus grande accordée à la validation des acquis de l'expérience), sur les sources de financements possibles, comme sur le type de débouchés professionnels, ces trois dimensions étant fortement articulées entre elles. Le même phénomène est très sensible aussi en sciences de l'éducation, dont le public est nettement plus âgé que la moyenne car constitué en grande partie d'adultes en reprise d'études, et dont la "consistance disciplinaire" d'ailleurs est encore moins évidente que pour la sociologie.

On observe donc, en D.E.S.S. de sociologie, un phénomène de dilution disciplinaire et d'instrumentalisation (notamment au travers de la logique des rapports de stage présentés comme des travaux de recherche), fort dommageable pour l'autonomie de la recherche. En fait, au travers des D.E.S.S., et plus généralement des *masters* dit professionnalisants, c'est toute la question de la soumission de "l'offre de formation", comme des critères de scientificité, à la demande sociale, managériale, ou bureaucratique, ainsi qu'à sa temporalité, qui se pose. Et l'on voit bien ici que cette question concerne plus particulièrement des disciplines pratiques, appliquées, ou de terrain, comme la sociologie, les sciences de l'éducation, la science politique, mais aussi tout un pan de la géographie, tandis que les disciplines canoniques, notamment arrimées à l'enseignement secondaire, bénéficient d'une infrastructure académique leur assurant une plus grande autonomie vis à vis de la demande sociale directe.

La dérive des continents disciplinaires

A Paris 8 comme ailleurs, le L.M.D est manifestement l'occasion d'une vaste reconfiguration, laquelle se présente déjà sous la forme d'une actualisation/manifstation, plus ou moins douloureuse selon la place occupée par chacun, des nouvelles hiérarchies entre établissements, disciplines, mais aussi dans doute bientôt entre enseignants au travers notamment du remodelage de la carte universitaire régionale, de la mise en place de nouveaux diplômes, etc.

En fait, il me semble qu'aujourd'hui apparaissent en pleine lumière les résultats d'une lente dérive des continents universitaires, dont il faudrait retracer l'histoire depuis 1968. Cette évolution est à rapporter déjà à la massification contemporaine de l'enseignement supérieur, qui a notamment favorisé un processus de diversification interne. Elle est à rapprocher aussi de l'expansion des filières professionnalisantes. Filières qui, avec la mise en place du L.M.D., sont appelées à se développer encore plus fortement, notamment au niveau du "M". Au passage, on remarquera que la question du financement de ces formations est aujourd'hui la question la plus refoulée qui soit. En raison notamment du sous-encadrement administratif chronique des universités⁵, ces évolutions ont contribué aussi au développement de toute une technostucture académique, laquelle a ses intérêts spécifiques. D'où un rééquilibrage, au sein du monde académique, entre les différentes formes de légitimité, et donc de pouvoir, que celui-ci soit scientifique, bureaucratique ou autre.

Pour commencer à comprendre ces phénomènes, il faudrait déjà faire une analyse plus fine de l'évolution démographique de l'université depuis 1968 et du rapport de forces entre les différentes disciplines et filières qui la composent, ainsi que

⁵ Cf. ARESER, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, éd Raison d'agir, 1997.

des rapports de forces internes à chacune d'elles, en les rapportant notamment à l'évolution de leur recrutement, ainsi qu'aux transformations de la structure sociale en général. En effet, on peut raisonnablement penser que les évolutions contemporaines de l'université sont à rapporter à la transformation de ses fonctions sociales, professionnelles globales, et donc à sa contribution à la reproduction, comme à la transformation, du monde social en général.

-----INFORMATIONS-----EN-----BREF-----

Le bureau de l'ARESER s'est réuni le 4 décembre 2003 et le 7 février 2004 à l'occasion de l'Assemblée générale. On y a discuter notamment sur les raisons du manque de mobilisation face aux réformes (à l'exception de la pétition sur la recherche qui dépasse 45 000 signatures). Il est donc important que chaque adhérent essaie de diffuser nos analyses auprès de ses collègues. Nous poursuivrons la publication des textes présentés lors de l'Assemblée générale dans d'autres lettres d'information. Par ailleurs nous conseillons vivement la lecture du livre cité dans la bibliographie ci-dessous.

L'ARESER résumera ses analyses dans un article à paraître dans *Regards sur l'actualité* au mois de mai. C'est cette publication qui dépend de la Documentation française qui nous a sollicité à la suite du débat entre C. Charle et H. Lorenzi dans *Le Monde de l'Education*. Mise en ligne et sur CD Rom, cette publication permettra ainsi une diffusion de nos idées dans de nouveaux secteurs.

A LIRE :

- ABELARD, *UNIVERSITAS CALAMITATUM : LE LIVRE NOIR DES REFORMES UNIVERSITAIRES*, EDITIONS DU CROQUANT, "SAVOIR/AGIR", DECEMBRE 2003, REDIGE PAR UN COLLECTIF COMPRENANT PLUSIEURS MEMBRES DE L'ARESER.

Yves Winquin: *La communication n'est pas une marchandise: Résister à l'agenda de Bologne*, Bruxelles, Editions Labor, 2003.

président : Daniel Roche
secrétaire de rédaction C. Charle